

Politiques des transports

● (2020)

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Il peut néanmoins poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: D'accord.

M. Benjamin: Je trouve étrange que le gouvernement national et le gouvernement des dix provinces et l'administration des deux territoires—qui représentent tous les partis politiques—soient capables de vendre la bouteille de whisky au même prix. Tout le monde sait que j'aime boire un petit verre une fois par mois.

La bouteille de whisky coûte le même prix à Yellowknife, Rankin Inlet et partout à Terre-Neuve, en Colombie-Britannique ou dans toute autre province, mais pour ce qui est de la pinte de lait, de la laitue, de la livre de tomates, du sac de farine, de la bouteille de gaz propane ou d'un réservoir de mazout, on applique le principe de la rentabilité. Mon parti et moi-même estimons que c'est une façon inadmissible de traiter les Canadiens et que le gouvernement du pays, et de toutes les provinces et territoires et surtout le ministre des Transports sont vraiment à blâmer pour tolérer une telle situation. Il serait normal et juste d'avoir des tarifs-marchandises normalisés ou subventionnés qui permettraient aux gens de bénéficier de la production locale de produits agricoles ou de produits miniers et grâce auxquels on pourrait traiter ces produits sur place.

Pourquoi traite-t-on la graine de colza à Toronto ou à Montréal? Ce n'est pas là qu'on la cultive. Pourquoi les habitants du Labrador, des Territoires du Nord-Ouest ou des régions rurales de la Saskatchewan ne peuvent-ils acheter le lait frais, les fruits et les légumes au même prix qu'au centre-ville de Regina ou de Toronto? Le ministre, son gouvernement et l'opposition officielle devraient se rendre compte qu'où que vous alliez dans le monde, la concurrence n'est pas possible dans le domaine des transports.

Nous devrions traiter les Canadiens équitablement quel que soit l'endroit où ils vivent. Si nous faisons tous partie de la Confédération nous ne devrions pas payer \$4 la douzaine d'œufs dans le nord du pays ou \$1.80 pour deux pintes de lait à Yellowknife. Si nous ne pouvons pas obtenir mieux avec ce système, il faudrait supprimer la concurrence et la rentabilité dans le domaine des transports.

M. Breau: Qui va payer?

M. Benjamin: C'est l'ensemble de la nation qui devrait se partager les frais. N'en déplaît aux députés, c'est ce qui s'appelle la coopération. C'est même ce qu'on peut appeler le fédéralisme coopératif ou le commonwealth coopératif.

[Français]

M. Herb Breau (Gloucester): Monsieur le président, il me fait plaisir de prendre la parole ce soir sur une motion qui traite d'un sujet aussi important. En fait, il n'y a pas tellement de sujets au Canada qui soulèvent autant d'émotion et de discussions politiques que la question du transport. J'ai lu à un certain moment un document qui se référait à une recherche qui avait été faite sur les interventions politiques des députés des provinces Atlantiques depuis le début de la Confédération jusqu'à 1971, et cette recherche démontrait que le transport était le sujet qui avait le plus fait l'objet de débats, d'interven-

tions, de la part des députés des provinces Atlantiques. Évidemment, dans un pays aussi grand que le Canada, il est normal que le transport soit constamment un sujet de discussions.

Je trouve drôle en écoutant des députés, comme le député de Regina-Lake Centre (M. Benjamin), se scandaliser du fait qu'une douzaine d'œufs coûterait apparemment très cher dans le Nord canadien, et qu'une pinte de lait coûterait également cher. Ce que ces gens-là ne disent pas, c'est qui devrait défrayer le transport.

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Nous tous, imbécile!

M. Breau: Monsieur le président, je penserais que l'honorable député pourrait se servir de termes qui soient un peu plus parlementaires que les interventions insignifiantes comme celle qu'il vient de faire. Je dis tout simplement: Qui devrait payer pour ces choses-là? Si je comprends bien, il me répond que tout le monde devrait payer. Moi je lui dis que c'est bien idéaliste, et c'est bien beau de suggérer qu'on devrait autant que possible dans notre société faire absorber tous les coûts, les taxes, le coût du transport, le coût de la vie, ce qui est essentiel pour la vie, sur une base d'habileté à payer.

Mais monsieur le président, cela déforme la réalité, parce que si une personne, par exemple, va demeurer dans le Nord canadien, son revenu n'est pas établi sur une base d'égalité. Son revenu est basé sur le marché, et si un travailleur travaillant dans le Nord canadien exerce un métier reconnu, parce qu'il doit s'éloigner il reçoit un revenu plus élevé et bénéficie de certains avantages. Je crois tout à fait irréaliste de penser que dans un pays comme le Canada on va pouvoir, pour le Nord canadien, par exemple, égaliser tous les taux de transport pour les produits qui doivent y aboutir. Je dis qu'il s'agit d'un exemple d'interventions qui me semblent peu réalistes quand je considère celle que j'ai entendue cet après-midi de la bouche du député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall). J'ai lu avec intérêt son intervention devant le comité ferroviaire de la Commission canadienne des transports lorsqu'elle siégeait à Halifax, et je lis avec intérêt les interventions faites devant le comité à Moncton, comité qui siège dans ma circonscription demain.

Il est bien drôle de constater que les commentateurs de journaux et les éditorialistes disent constamment qu'il y a trop d'interventions de la part du gouvernement dans le domaine de l'économie, et que le gouvernement devrait diminuer ses dépenses. Les députés d'en face nous disent constamment que le gouvernement devrait diminuer le nombre de ses interventions dans le domaine de l'économie. Ces mêmes personnes disent que le service des passagers des chemins de fer entre Halifax et Montréal est déficitaire.

En fait, j'ai vu des chiffres datant de six mois qui démontreraient que pour chaque passager qui voyageait sur le train de Halifax à Montréal, le contribuable canadien, par l'entremise du Trésor fédéral, doit payer environ \$40 par personne, en plus du coût de son billet. Monsieur le président, ces mêmes personnes prétendent que le service de chemin de fer devrait être exploité davantage dans de telles conditions. A mon avis, c'est vouloir promouvoir une politique tout à fait irréaliste et qui n'a aucun bon sens. Évidemment, il faut maintenir un service de chemin de fer d'Halifax à Montréal, et probablement de Montréal à Vancouver. Mais, il n'est pas nécessaire de